



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel

**Pôle Environnement et
Guichet unique ICPE**

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

58-2017-04-26-001

ARRÊTÉ

**mettant en demeure la SARL RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (R.V.D.L.)
de régulariser la situation du site,
sis 5 allée du Tremblat sur le territoire de la commune de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
qu'elle exploite sans l'autorisation préfectorale préalable requise au titre des ICPE**

**Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6 à 8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5,
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et notamment les rubriques 2713 (installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712) et 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793),
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite inopinée réalisée le 3 février 2017 sur le site de la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (R.V.D.L.) au 5 allée du Tremblat à COSNE-COURS-SUR-LOIRE et transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 mars 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,
- VU** le rapport et les propositions de suites de l'inspection des installations classées, en date du 30 mars 2017,
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé

.../...

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 3 février 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que des métaux et des déchets de métaux sont entreposés sur une surface supérieure à 1 000 m² par la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (R.V.D.L.) au 5 allée du Tremblat à COSNE-COURS-SUR-LOIRE,

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 3 février 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que plus d'une tonne de déchets dangereux sont entreposés par la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (R.V.D.L.) au 5 allée du Tremblat à COSNE-COURS-SUR-LOIRE,

CONSIDÉRANT que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite du 3 février 2017 :
- relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2713 et n° 2718 de la nomenclature ICPE,
- est exploitée sans l'autorisation requise par l'article L. 512-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT par conséquent que conformément aux articles L. 541-2 et suivants du code de l'environnement, la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (R.V.D.L.) n'est pas autorisée à prendre en charge des déchets,

CONSIDÉRANT dès lors que la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (R.V.D.L.) gère les déchets sans respecter les prescriptions du chapitre I^{er} du titre IV du livre V du code de l'environnement et des règlements pris pour leur application,

CONSIDÉRANT que l'étanchéification de l'ensemble des terrains du site prescrite à l'ancien exploitant, en l'occurrence la société BARTIN RECYCLING, n'a pas été réalisée,

CONSIDÉRANT par suite que la percolation des eaux dans les sols et la migration des pollutions dans les eaux de la nappe phréatique ne sont pas prévenues en toutes circonstances,

CONSIDÉRANT qu'en l'état, la situation ne permet pas de garantir en toutes circonstances les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (R.V.D.L.) de régulariser la situation de son site, sis 5 allée du Tremblat à COSNE-COURS-SUR-LOIRE,

CONSIDÉRANT la nécessité, au vu des délais nécessaires à la régularisation administrative, de prendre des mesures conservatoires visant à assurer la sécurité et la protection de l'environnement pendant cette période transitoire, à savoir évacuer l'ensemble des déchets présents sur ce site,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - PRESCRIPTIONS

En vue de régulariser la situation de son installation sise 5 allée du Tremblat à COSNE-COURS-SUR-LOIRE (58200), M. Mathieu GAUTHIER, gérant de la SARL RECYCLAGE DU VAL DE LOIRE (R.V.D.L.), est mis en demeure :

- ***dans un délai de quatre mois*** :
 - soit de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, conforme aux exigences des articles R. 181-12 et suivants du code de l'environnement, à la préfecture de la Nièvre,
 - soit de déclarer la cessation définitive d'activité sur ce site.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 – MESURES CONSERVATOIRES

Dans l'attente de la régularisation administrative des installations, et sans préjuger de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation, l'exploitant doit respecter les mesures suivantes :

- ***cesser immédiatement*** tout apport de quelconque déchet ou de métaux sur ce site,
- ***dans un délai de deux mois***, évacuer l'ensemble des déchets présents sur ce site vers des installations dûment autorisées.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 3 - SANCTIONS

Faute pour l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4 - DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans le délai prévu par l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de COSNE-COURS-SUR-LOIRE et tenue à la disposition du public. Elle sera affichée pendant une durée d'un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION ET COPIES

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Maire de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
- M. le Lieutenant colonel du groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de la Nièvre,
- M. le Directeur départemental des territoires de la Nièvre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre et notifié à l'exploitant. Une copie sera faite à M. le responsable de l'unité départementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement.

Fait à Nevers, le 26 AVR. 2017

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de la suppléance
du Secrétaire Général,

Nicolas REGNY